



Michel Chassier  
Conseiller régional de Loir et Cher  
6 rue Jeanne d'Arc  
45000 ORLEANS  
Tél : 02 54 32 41 93  
Mail : michelchassier@orange.fr

Blois, le 10 août 2012

M. Jeanny LORGEUX  
Sénateur-Maire de Romorantin  
Faubourg Saint-Roch  
BP 147  
41 206 ROMORANTIN

Monsieur le Sénateur-Maire,

J'ai pris connaissance dans la Nouvelle République de la publication du rapport d'information sur la « maritimisation » par le groupe de travail que vous avez co-présidé.

Je ne manquerai pas de le lire avec beaucoup d'intérêt, car il met l'accent sur un enjeu vital pour l'avenir de notre pays.

Le Front National a déjà souligné de façon régulière l'importance de cet atout dont la France pourrait disposer à condition qu'il existe sur ce sujet une réelle volonté politique.

Tout cela était rappelé dès 1997 dans le programme de gouvernement présenté par notre mouvement à l'occasion des élections législatives. Bien anticipé de la part d'un mouvement dont les adversaires de mauvaise foi prétendent qu'il n'a pas de programme et n'a jamais eu l'intention d'accéder aux affaires !

Mais ce qui m'incite à vous écrire c'est la contradiction évidente entre le constat essentiel contenu dans ce rapport et l'abandon de souveraineté consenti aussi bien par les représentants de votre famille politique que par la droite parlementaire.

En effet, comment la France pourrait-elle défendre sa souveraineté sur son domaine maritime alors qu'elle est en train de l'abdiquer sur son territoire ?

Et pour demeurer dans l'espace maritime, vous n'ignorez pas que nous ne pouvons déjà plus pratiquer la pêche à la morue au large de Terre-Neuve, en dépit d'une tradition séculaire.

Autre exemple pour évoquer les ressources du plateau continental : les nodules poly-métalliques dont la présence est attestée autour de la Nouvelle Calédonie. Malheureusement les accords de Matignon signés en 1988 par Michel Rocard au nom de la France organisent de facto la prise de contrôle de ce territoire français par les séparatistes en 2014. Cette situation ne peut que réjouir nos concurrents américains et australiens, qui n'attendent que cela pour faire main basse sur les richesses minières de ces territoires.

Enfin s'agissant de stratégie maritime, puisque ce rapport est présenté au nom de commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées, nous partageons le constat de la diminution des capacités de la Marine nationale, comme d'ailleurs de l'ensemble de nos forces armées, et le Front National préconise une véritable loi de programmation militaire afin que la France conserve les moyens de son indépendance.

Encore faudrait-il que ces forces soient utilisées pour servir nos propres intérêts, alors qu'elles sont systématiquement employées comme forces supplétives au service exclusif des USA, que ce soit en Afghanistan, en Lybie ou aujourd'hui en Syrie avec la présence de « conseillers » de la DGSE et peut-être de militaires français sur les bases de l'OTAN en Turquie, servant de point d'appui aux bandes armées islamistes qui mettent la Syrie à feu et à sang.

Vous avez été un proche de François Mitterrand, monsieur le Sénateur-Maire, vous ne pouvez pas ignorer son testament politique : *"La France ne le sait pas, mais nous sommes en guerre avec l'Amérique. Oui, une guerre permanente, une guerre vitale, une guerre économique, une guerre sans mort... apparemment. Oui, ils sont très durs les Américains, ils sont voraces, ils veulent un pouvoir sans partage sur le monde... C'est une guerre inconnue, une guerre permanente, sans mort apparemment et pourtant une guerre à mort !"*

Vous évoquez un travail de fond au-delà des querelles partisans. Je pense que le constat lucide de François Mitterrand est plus que jamais d'actualité, le général De Gaulle n'en pensait certainement pas moins, et il devrait réunir les Français bien au-delà en effet des querelles partisans.

Voilà pourquoi je me suis permis de vous écrire, en espérant ne pas avoir abusé de votre temps, afin que ce rapport ne soit pas comme tant d'autres classé sans suite. Et si 2008, le Livre Blanc sur la Défense et la Sécurité nationale n'avait pas pris la mesure de l'impératif maritime, il est de la responsabilité des parlementaires de faire en sorte que cela évolue.

La seule question étant de savoir s'il existe encore une volonté politique pour servir les intérêts de la France.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Sénateur-Maire, l'expression des mes sentiments les meilleurs.

Michel Chassier